6 octobre 2016 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur le rôle de Jacques Delors dans la construction européenne et sur les défis et priorités de l'Union européenne, à Paris le 6 octobre 2016.

D'abord, je tiens à remercier le Collège des Bernardins de nous accueillir et de me permettre de m'adresser à vous. C'est la première fois que je le fais dans ce cadre-là qui donne, c'est vrai, une certaine solennité, profondeur, spiritualité à l'intervention que je peux faire.
Je veux d'abord saluer le président Jean-Claude JUNCKER, que je vois régulièrement, qui a le privilège non pas de l'âge, car il est aussi jeune que moi, mais le privilège de l'ancienneté. Il tient toujours à rappeler dans les instances européennes qu'il est celui qui a sans doute siégé le plus longtemps, mais pas à la même place, puisqu'ayant occupé pratiquement toutes les fonctions dans son propre pays : il est aujourd'hui président de la Commission européenne.
Je veux lui dire toute mon amitié et ma reconnaissance pour l'action qu'il mène dans une période très difficile. Il n'est pour rien dans le départ du Royaume-Uni, car il avait tout fait pour que la négociation puisse être menée pour le plus grand bénéfice de l'Europe et du Royaume-Uni. C'est le peuple britannique qui a décidé souverainement de donner sa réponse et de quitter l'Union européenne. En aucune façon nous ne pourrons dire que c'était l'intransigeance de l'Europe, la vindicte d'une Commission à l'égard d'un pays qui ne l'avait pas toujours ménagé, qui ont pu provoquer ce résultat.
Cher Enrico LETTA, je suis heureux de te retrouver dans cette responsabilité aujourd'hui, d'être à la tête de « notre Europe ». Je t'ai connu président du gouvernement italien, venant à Paris pour ton premier déplacement, rappelant que tu avais été élevé dans une famille à Strasbourg - ce qui explique ton français parfait, mais ton anglais ne l'est pas moins - mais tu avais toujours, au Conseil européen, la délicatesse de parler notre langue, quand parfois des Français ou des francophones considèrent qu'il est plus intelligent de le faire en anglais, ce qui d'ailleurs demain deviendra une incongruité. Donc moi Président, toi l'Etat, nous sommes ensemble ce soir.
J'ai forcément une pensée pour Jacques DELORS qui n'a pas pu être présent aujourd'hui, parce qu'il a profondément marqué mon engagement politique, a contribué à faire que j'ai pu non seulement être un militant politique mais aussi un militant européen. Nous sommes réunis ce soir pour à la fois nous rappeler ce qu'il a fait pour l'Europe, et en même temps ce qu'il a voulu engager avec l'institut. Ici, plusieurs ont présidé à ses destinées.
« Notre Europe » a en effet été créée une fois que Jacques DELORS avait quitté la présidence de la Commission, un mandat de dix ans qu'il avait consacré, dans un temps qui n'était pas aussi facile qu'on le croit aujourd'hui, au renforcement de l'Union, à son intégration et aussi à son élargissement. Pendant toutes les années où il avait été président de la Commission, il avait donné du souffle, du dynamisme à cette Institution. Il était également entouré de chefs d'Etat et de gouvernement qui voulaient l'accompagner. Pas tous, mais la plupart étaient désireux de porter un projet européen dans un moment où l'Europe n'était pas encore confrontée à ce qui allait être son défi - la réunification - et où l'Europe pensait être un espace de prospérité et de démocratie.

C'est grâce à Jacques DELORS qu'il y a eu lieu le marché unique, l'extension de la politique régionale, le lancement de l'Union économique et monétaire et une ambition portée pour l'Europe sociale. Jacques DELORS fut sans doute le premier à comprendre qu'une zone économique intégrée devait être accompagnée d'une cohésion renforcée au plan politique, et également d'une espérance sociale pour unir les peuples. Il avait voulu la monnaie unique et il avait travaillé dès 1989, avec un groupe de personnalités - plusieurs ici sont présentes - pour que soient fondées les bases qui ont donné le traité de Maastricht.

Il avait néanmoins toujours une vision exacte de ce que ce traité portait et ce qu'il avait oublié. Ce qu'il portait, c'était la création d'une monnaie qui allait réunir les pays et les peuples. Mais ce qui manquait dans le Traité, et ce dont nous avons souffert ensuite, c'était une gouvernance, une coordination des politiques économiques et c'était aussi une vision de ce que devait être l'harmonisation sociale. Il avait aussi assez tôt perçu, Jacques DELORS, qu'au rythme de l'intégration il y avait des risques d'essoufflement et peut-être même de rupture.

C'est pourquoi il avait souhaité, entre 1985 et 1992, après qu'il y ait eu autant d'étapes franchies, que l'étape suivante puisse être plus ralentie pour que les acquis de l'Europe puissent être préservés et renforcés. Durant tout son mandat, Jacques DELORS avait eu la délicatesse et le soin de penser qu'il ne pouvait pas y avoir qu'une Europe des Institutions et qu'il fallait aussi associer les acteurs économiques et sociaux. Il réunissait parfois secrètement des dirigeants patronaux et des responsables syndicaux à Bruxelles pour évoquer ce que pouvaient être les nouvelles avancées de l'Europe sociale.

Jacques DELORS avait aussi voulu réunir des intellectuels, des grandes figures européennes, pour réfléchir à l'approfondissement de l'Europe. Il était conscient que l'influence culturelle, spirituelle, intellectuelle, était déterminante pour faire comprendre aux Européens que ce qui les unissait, ce n'était pas seulement un marché, une monnaie, des échanges mais des valeurs et des principes qui pouvaient non seulement les prémunir contre les risques de retour de conflits, mais aussi pour forger une identité européenne.

Il sera le premier à comprendre que les organisations citoyennes avaient leur rôle à jouer en Europe. C'est ce qui a justifié la naissance de cet institut Notre Europe. Pendant 20 ans, les uns et les autres, vous avez travaillé pour que Jacques DELORS puisse continuer à faire rayonner sa pensée, proposer des avancées.

L'une d'entre elles a changé nos Institutions européennes, avec une innovation démocratique qui faisait du président de la Commission le produit, au sens le meilleur du terme, du vote des Européens.

Souvent ce que l'on inscrit dans les Traités ou ce que l'on met dans les Institutions est sans avenir. On les met là pour qu'ils ne soient jamais utilisés. Il s'est trouvé, après les élections européennes - les dernières - que le groupe politique qui avait fait le meilleur résultat, qui avait donc le plus grand nombre de parlementaires, revendique la présidence de la Commission. Cela ne contribuait pas nécessairement à créer un consensus au sein du Conseil européen.

Il a fallu que des socialistes ou des sociaux-démocrates, qui avaient pourtant perdu les élections, disent : « Mais non, nous acceptons ce principe et Jean-Claude JUNCKER, qui avait été désigné par les partis, le Parti populaire européen, doit devenir le prochain président de la Commission. »

C'est ainsi, grâce à l'appui des socialistes et des sociaux-démocrates que Jean-Claude JUNCKER est président de la Commission européenne. Mais il l'est aussi parce qu'il s'appuie sur une majorité large au Parlement européen, et il était très important que cette Union puisse être préservée. Il veille à donner aux uns et aux autres des éléments pour continuer à porter le projet européen, même dans cette période si difficile.

Jacques DELORS avait aussi eu l'anticipation de penser que les questions environnementales, climatiques, seraient déterminantes pour l'avenir de l'Europe. Il avait pensé très tôt à la création d'une Communauté européenne de l'énergie dont on voit tout le sens aujourd'hui. J'interviens ici, devant vous, au moment où l'Accord sur le climat qui avait été signé à Paris va trouver d'ici la fin de l'année son application. L'Europe a été là encore déterminante, puisque le Parlement européen et les gouvernements ont décidé de rendre effective cette ratification commune au nom

de l'Europe.
Je veux aussi saluer les travaux de l'Institut parce que pendant des années, sous les différentes présidences qui ont été rappelées de Pascal LAMY jusqu'à Enrico LETTA, vous avez-vous contribué à porter de nombreuses propositions sur l'espace Schengen et son renforcement - nous aurions dû vous écouter plus tôt -, sur la sécurité collective des Européens, sur la création d'un budget de la zone euro auquel je pense aujourd'hui être le temps de mettre en uvre, ou sur un Erasmus pour les apprentis. Beaucoup de vos propositions ont été retenues avec souvent le temps nécessaire pour que les chefs de gouvernement s'en persuadent, mais ont été retenues par le Conseil européen ou par le Parlement européen.
Jacques DELORS disait souvent que l'Europe avait besoin de pompiers, de maçons mais aussi d'architectes et il avait raison. La responsabilité des chefs d'Etat et de gouvernement, des dirigeants, c'est bien sûr de résoudre les crises. Si l'on y songe, l'Europe a toujours été en crise, a toujours vécu avec des crises, a toujours été soumise aux urgences. Cela remonte à loin, y compris au temps où l'Europe était à six. Elle connaissait des crises, ce n'est pas le nombre qui provoque des crises, ce sont les situations. Ce sont aussi les conflits entre Etats ou entre gouvernements. C'est bien sûr les divergences quant à l'appréciation d'un certain nombre de réalités.
L'Europe a toujours vécu avec les crises et le rôle des chefs d'Etat et de gouvernement dans le Conseil européen est de les surmonter. Ce qui est nouveau dans la période que nous traversons, c'est que nous ne vivons pas une crise de plus £ nous vivons la crise des fondements de l'Europe avec le départ d'un pays, avec des divisions profondes au sein de l'Union, avec des divergences qui se sont accentuées, avec le retour des nationalismes, avec la montée des populismes. Ce n'est pas une crise de plus, c'est la crise de l'Europe au sens de ses fondements et au sens de son projet.
De ce point de vue, nous devons faire un retour Enrico avait raison aux sources et comprendre ce qui est en ce moment la situation de l'Europe. Depuis que je suis à la présidence de la République française, j'ai siégé dans de nombreux Conseils européens. A chaque fois, nous avons été saisis par l'urgence. Le premier Conseil européen auquel j'ai participé était au mois de juin 2012. L'Italie et l'Espagne étaient dans une situation extrêmement difficile. Les banques étaient encore menacées et il y avait des risques sérieux de mise en cause des Etats et d'une spéculation qui auraient pu mettre à bas l'Union européenne.
Nous y avons passé le temps nécessaire, généralement la nuit, et il a fallu une prise de conscience c'était Mario MONTI qui représentait l'Italie, Angela MERKEL bien sûr l'Allemagne, et Jean-Claude était là comme chef de gouvernement. Cette nuit-là, des décisions très importantes ont été prises pour l'Europe, pour maintenir la zone euro, pour éviter le départ de la Grèce, pour faire que l'Italie, l'Espagne, le Portugal, l'Irlande puissent être préservés et que l'on mette en place des mécanismes pour donner les financements nécessaires, et la Banque centrale européenne avait pris sa responsabilité. Je considère que cette nuit-là est sans doute la plus importante de ces dernières années.
Puis ensuite, il y a eu d'autres crises. Crise avec la Grèce, toujours la Grèce. Une nuit, deux nuits, plusieurs nuits pour trouver la solution. C'était pour nous, sur le plan politique, j'allais dire culturel, civilisationnel, indispensable que la Grèce puisse rester dans la zone euro.
Puis nous avons connu une crise beaucoup plus profonde, parce qu'elle touche aux valeurs, la crise des réfugiés. C'est là que les divisions n'ont plus été simplement entre les grands et les petits pays, le Sud ou le Nord, ou les pays en excédent par rapport aux pays en déficit. Non, les clivages sont apparus beaucoup plus fondamentaux au sens où certains pays étaient prêts à accueillir et d'autres s'y refusaient. Certains pays étaient prêts à renforcer le contrôle des frontières quand d'autres pensaient que c'était à chacun de se débrouiller. Quand il a fallu répartir - et ici, Jean-Claude s'en souvient - des réfugiés comme on répartit ou comme on répartissait autrefois des enveloppes budgétaires ou des montants compensatoires, quand il a fallu répartir ce qu'étaient des êtres humains, c'est là que l'on a compris - que j'ai compris - que l'Europe était à ce moment-là devant une crise de sens et qu'il ne s'agissait plus simplement de négocier toute une nuit, et qu'il y avait sans doute à refonder le cadre commun, l'esprit qui devait

négocier toute une nuit, et qu'il y avait sans doute à refonder le cadre commun, l'esprit qui devait nous unir.
C'est pourquoi il ne s'agit plus d'architecture institutionnelle. Il ne s'agit plus simplement de savoir quels mécanismes financiers nous allons mettre en uvre pour éviter telle ou telle difficulté ou faillite. C'est de savoir comment nous allons repartir.
Puis arrive la question britannique qui est aussi vieille que la présence de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne. Dans des débats que j'avais avec D. CAMERON pour faciliter justement le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne, je lui disais que le Général de GAULLE s'était battu pendant des années pour que la Grande-Bretagne ne rentre pas dans le marché commun. Il avait fallu même faire un référendum en France - c'était le Président POMPIDOU - pour que nous puissions accueillir la Grande-Bretagne dans l'Europe. « Vous êtes prêt aujourd'hui, après tant de travaux en commun, tant d'efforts que nous avons pu faire pour mieux nous comprendre, vous êtes prêt à partir. Vous êtes prêt à renoncer à tout ce qui avait été finalement une forme de concession ou de compromis à l'intérieur de l'Union européenne. » Je pense que David CAMERON imaginait gagner son référendum. Cela nous est arrivé aussi d'avoir cette espérance. Mais au-delà du choix de faire ou de ne pas faire un référendum, c'est la réponse du peuple qui doit être regardée pour ce qu'elle est. Sur quoi cela s'est-il joué au Royaume-Uni ? Essentiellement sur l'immigration, pas sur la question de savoir si c'était bénéfique ou pas pour la Grande-Bretagne de rester dans l'Union.
On voit bien que cette question de l'immigration, cette question de la vie en commun, cette question de l'acceptation de l'autre - en l'occurrence l'autre était européen, il était Polonais, il était Bulgare, il pouvait être Hongrois - que l'acceptation de l'autre n'allait plus de soi. Nous sommes devant cette situation, alors comment parvenir à la surmonter ? A Bratislava, nous nous sommes réunis à 27 pour nous donner un agenda, nous fixer un horizon et nous mettre devant nos priorités.
L'horizon a été de nous fixer comme rendez-vous mars prochain à Rome, puisque c'est le 60ème anniversaire. L'agenda, c'est de pouvoir prendre étape par étape les questions qui sont les plus importantes - j'y reviendrai - la sécurité, la croissance et l'emploi et tout ce qui contribue à nous faire vivre en commun, et notamment la culture, l'éducation, l'université, la jeunesse. Cette démarche, je crois, est la bonne. Elle n'a pas été facile. Elle ne rassemble pas forcément toutes nos espérances dans l'Europe, mais elle fixe bien la ligne que nous avons choisie.
Comme souvent, nous y sommes parvenus à la fin. Certains imaginaient qu'il était possible de se séparer sans texte, et puis une fois qu'il y a un texte sur la table, le malheur arrive. Il faut le prendre tel qu'il est où le changer. Après plusieurs heures de discussions, la sagesse commande de ne rien changer : mieux vaut un texte que pas de texte. Mais ce texte-là, qui avait été préparé aussi - et je veux vraiment en exprimer toute ma reconnaissance qui avait été prépar par Jean-Claude JUNCKER par le discours qu'il avait prononcé devant le Parlement européen juste avant le sommet de Bratislava, c'est la feuille de route.
Est-ce qu'elle nous prémunit ? Est-ce qu'elle nous donne l'assurance que nous allons retrouver cet esprit commun ? Est-ce qu'elle nous donne la garantie que nous allons pouvoir nous mettre au travail sur ce qui est essentiel pour les peuples ? Ou est-ce que les forces centrifuges vont être plus grandes ? Les tentations nationalistes qui peuvent quelquefois s'exprimer dans un référendum, on en a eu une illustration dimanche, même si l'on peut se satisfaire que la participation n'ait pas été élevée, mais quand on voit ceux qui ont participé, on peut s'inquiéter du résultat.
Donc est-ce que nous allons être plus forts que tous ceux qui ont un moment l'idée que l'Europe ne va plus de soi ? Ou plus exactement que l'on pourrait y rester, mais en venant simplement à la table pour aller chercher ce à quoi on a droit et éviter d'ailleurs de contribuer en fonction des charges que nous pouvons estimer être celles de l'avenir ? Pour ce qui me concerne, je pense qu'il faut être clair sur plusieurs sujets. Le premier, c'est la question de la souveraineté. Je suis profondément convaincu que les solutions aux épreuves, aux défis que l'Europe traverse, ne se trouveront pas dans le repli, dans la fermeture, dans les frontières nationales et dans le renoncement aux solutions collectives.

Mais il serait aussi illusoire de penser que l'idée européenne puisse ignorer la légitimité des souverainetés nationales. C'est sans doute en ayant cette prétention que les tentations populistes se sont réveillées et engouffrées. Jacques DELORS lui-même avait pourtant prévenu avec cette formule qui a suscité beaucoup d'interrogations, parfois de commentaires acerbes de « fédérations d'Etats-nations ». Il avait bien compris que c'était la formule pertinente qui respectait les Etats, et donc les Nations, mais qui en même temps les amenait à travailler ensemble sur un certain nombre de projets en commun. D'où ce besoin d'unir les Européens, mais de respecter la cohésion des sociétés, de ne pas brusquer les peuples, de les faire converger vers un idéal commun sans pour autant qu'ils aient à renoncer à ce qui fait leur singularité.
Un pays comme la France, qui a participé pleinement à l'histoire et à la construction européenne, est un pays qui est attaché à ce que son exception, sa singularité - certains appellent cela l'identité, je ne suis pas sûr que ce soit la bonne formule - mais en tout cas à l'idée même de la France, que l'idée de la France puisse se retrouver dans l'Europe. Arrive la deuxième question qui est la subsidiarité. Que doit faire l'Europe ? Que doivent faire les Etats ? Nous en avons débattu là aussi à Bratislava en considérant qu'il y avait plusieurs priorités qui pouvaient être portées par l'Europe, mieux que les nations séparément ne pourraient le faire. Il s'agit essentiellement de trois domaines.
D'abord, la protection des frontières. Nous avons des frontières extérieures, c'est notre responsabilité de les garantir. Si nous ne le faisons pas, des pays voudront revenir à leurs frontières nationales. Notre bien commun, c'est la frontière extérieure et pour qu'elle puisse être respectée, nous devons avoir des moyens dévoués, dédiés à cette obligation. Ce sont les garde-côtes qui viennent d'être renforcés, les gardes-frontières. Notre sécurité, c'est aussi de faire en sorte que ceux qui viennent jusqu'à nous puissent être enregistrés et que les réfugiés puissent être dirigés là où ils sont attendus, parce que c'est le droit d'asile. Mais en revanche, que les migrants puissent être ramenés, réinstallés dans leur pays d'origine parce qu'ils ne peuvent pas faire valoir de droit à venir sur le territoire européen.
S'il n'y a pas de règle, il n'y a pas de respect. Et si il n'y a plus de cohésion entre pays européens, il n'y a plus d'Europe. Donc la première priorité qui relève de la responsabilité européenne, c'est de protéger. Protéger les frontières et protéger aussi des droits, et notamment le droit d'asile. La sécurité est devenue aussi un bien commun européen. La France s'est longtemps enorgueillie d'avoir une défense qui lui permettait de projeter des forces à l'extérieur, d'assurer son indépendance par la dissuasion nucléaire et d'être sans doute le pays qui avait l'autonomie stratégique en Europe, ce qui nous a permis de réaliser un certain nombre d'opérations et de le faire, même au nom de l'Europe, encore récemment pour l'Afrique.
Mais je suis conscient que le service le plus grand que la France peut rendre à l'Europe est de contribuer à ce que nous puissions ensemble bâtir des éléments communs de défense et de sécurité. L'Allemagne a évolué sur cette question et c'est très important qu'elle ait pu le faire. Ce n'est pas parce que les Britanniques ont décidé de sortir qu'ils ne doivent pas être associés à ce processus. Mais tous les pays européens doivent maintenant se coordonner pour participer à un effort de défense et à savoir ce que nous pouvons faire en commun et ce que nous pouvons assurer par nos propres capacités dans chacun de nos pays.
La protection, c'est aussi des forces pour lutter contre le terrorisme. Le terrorisme a frappé la France mais a frappé l'Europe : la Belgique, l'Allemagne, le Danemark, les Britanniques. Nous sommes conscients que le terrorisme va rester une menace, ce qui doit nous amener à faire ensemble ce que nous ne parvenons pas tout seul à réussir. Pour lutter contre le terrorisme, il faut accepter de coopérer, de coordonner ses services de renseignement, sa police, ses contrôles aux frontières. Qui peut mieux le faire que l'Europe ? En ce sens, l'Europe n'est plus regardée comme un risque mais comme, au contraire, un bouclier par rapport à un certain nombre de menaces. C'est la première grande priorité que nous devons porter pour que l'Europe puisse être comprise par les Européens comme une garantie supplémentaire, une protection de plus, une sécurité.
La deuxième priorité, c'est la croissance et l'emploi. Bien sûr que les politiques économiques

relèvent des choix que chacun des gouvernements doit faire pour son propre pays. Mais nous savons que nous avons besoin d'une impulsion. C'est vrai que certains pays qui sont en excédent devraient davantage relancer. Il est exact que certains pays qui sont en déficit - déficit des balances de paiements courants ou déficit budgétaire - doivent continuer l'effort de compétitivité et de redressement. C'est ce que fait la France pour l'instant, nous verrons. Mais s'il n'y a pas une impulsion qui vient de l'Europe, et pas simplement par la politique de la Banque centrale, s'il n'y a pas une volonté commune de faire de la croissance et de l'emploi à travers des grands investissements, mais pas des investissements simplement pour des infrastructures, des investissements pour l'énergie, des investissements pour la transition écologique, des investissements pour le numérique, nous ne pourrons pas atteindre nos résultats. Si nous voulons avoir des champions européens qui puissent avoir une taille mondiale, nous devons investir davantage et c'est la seconde priorité.
La troisième, c'est de faire que la culture, l'éducation, l'université et la recherche puissent être portées à l'échelle européenne. Là aussi, nous disposerons toujours de nos propres établissements, de nos outils, mais si nous avons pas cette ambition d'être les meilleurs au monde - et nous le sommes dans beaucoup de domaines si j'en juge par les prix Nobel qui sont attribués aujourd'hui ou hier -, si nous n' avons pas cette volonté d'être les meilleurs dans notre domaine, dans tous les domaines même, l'Europe ne pourra pas porter ces valeurs. La culture européenne n'est pas non plus l'addition de toutes les cultures de nos pays respectifs. C'est ce qui a fait finalement le modèle européen que l'on peut associer à un espace social, un espace humain, à des valeurs.
J'en arrive à l'identité européenne. L'identité européenne est de pouvoir peser sur le destin du monde. Ce qui moi souvent me gêne, c'est de voir qu'à la table du G20, du G7, l'Europe est présente, présente par des pays, présente par des institutions, mais est-ce qu'elle pèse suffisamment ? Ce que nous voyons revenir aujourd'hui, depuis déjà plusieurs années, c'est le retour des empires, des puissances. C'est sans doute une loi de l'histoire. Des empires que l'on pensait déclinants, disparus, se réveillent avec des formes qui ressemblent étrangement à ce qui pouvait exister avant la Première guerre mondiale. Il y a aussi de nouvelles puissances qui émergent sur le plan économique, sur le plan démographique. Est-ce que l'Europe se considère comme une puissance ? Est-ce que l'Europe parle comme une puissance ? Mais l'Europe n'est pas seulement une prétention de puissance. Elle est une puissance qui ne cherche que la paix, que l'harmonie, le développement, la résolution des crises.
Nous avons une spécificité dans le concert mondial et c'est pourquoi, face à des crises comme la Syrie où la voix de l'Europe, si ce n'est de dire et elle a raison, que nous devons tout faire pour que l'aide humanitaire puisse parvenir. Quelle est la voix de l'Europe ? Souvent d'apporter le soutien à des populations qui souffrent et l'Europe est exemplaire. Mais est-ce que nous pouvons faire davantage ? Oui, pas simplement par nos pays mais ensemble. Lorsqu'il y a un conflit qui dure jusqu'à permettre que des populations entières puissent être massacrées comme à Alep, est-ce que nous ne pouvons pas nous-mêmes, en tant qu'Européens, contribuer davantage si nous le décidons à régler les grandes questions du monde ? Ce qui suppose d'avoir des moyens de force, c'est vrai, des diplomaties que nous pouvons mettre en commun, et aussi d'avoir cette volonté. Or est-ce que tous les pays ont cette volonté ?
Moi, je les mets en garde. Il y a des pays qui pensent que les Etats-Unis -des pays européens- qui pensent que les Etats-Unis seront toujours là pour les protéger, au point même d'acheter des armes uniquement aux Etats-Unis et pas aux Européens. Cela peut arriver. Il y a des pays qui pensent qu'il y aura toujours une couverture qui viendra les mettre à l'abri de toutes les influences. Il y en a qui pensent qu'ils ne sont pas concernés par les conflits au Moyen-Orient, que l'Afrique n'a aucun lien avec l'Europe sauf quelques migrants qui peuvent s'échouer sur les côtes italiennes dans des conditions épouvantables. Ceux-là doivent être mis en garde. Aujourd'hui, nous sommes dans un monde global. Les conflits nous touchent nécessairement. Donc il faut dire à ces pays européens, et je ne cesserai de le faire, que s'ils ne se défendent pas eux-mêmes, ils ne seront plus défendus, quel que soit le vainqueur de l'élection présidentielle américaine. Et nous espérons plutôt une que l'autre, sans prendre parti mais il n'y a même pas

américaine. Et nous espérons plutôt une que l'autre, sans prendre parti mais il n'y a même pas de choix. Mais au-delà de cela, quelle que soit la présidente qui sera élue au mois de novembre, les Etats-Unis sont plus dans la même conception de la protection de la défense, tout en étant notre allié au sein de l'OTAN. Cette question n'est pas posée mais les Européens doivent prendre conscience que, quand ils sont la première puissance économique du monde et ils le sont- ils doivent être aussi une puissance politique avec la capacité de défense.
L'identité européenne, ce n'est pas simplement de se défendre : c'est défendre des valeurs et porter un message vers le monde. Quelle est la méthode pour arriver à ce résultat ? C'est celle que Jacques DELORS avait proposé lors de son premier mandat à la tête de la Commission européenne. Un objectif partagé, une échéance et un programme de mesures. C'est l'esprit que Jean-Claude JUNCKER a repris dans son discours devant le Parlement européen et la France soutient entièrement cette démarche.
Enfin, il y a les institutions. La Commission européenne qui doit être la gardienne des traités, c'est vrai, mais qui doit être plus que cela, qui doit rester une force d'impulsion et qui doit être toujours soucieuse des compromis sans doute, mais porter d'abord des propositions et servir l'intérêt général de l'Europe. C'est la Commission, le Conseil européen. Ce sont les Etats qui doivent chercher à un moment la bonne synthèse, l'équilibre mais qui doivent être stimulés par la Commission et par le Parlement européen qui représentent les peuples. Je ne conteste pas aux Parlements nationaux, au contraire, le droit et même le devoir de s'intéresser à l'Europe. Il ne faut pas craindre leur volonté de regarder ce qui se fait en Europe au nom de la transparence. Ce serait une erreur d'opposer les Parlements nationaux au Parlement européen.
Je conclus. Jacques DELORS avait, lui-aussi, affronté une crise provoquée par le Royaume-Uni. A cette époque Madame THATCHER -dont je vois que certains maintenant ont repris le programme économique- voulait rester en Europe mais recevoir un chèque en retour. Aujourd'hui la Grande-Bretagne veut partir mais ne voudrait rien payer. Ce n'est pas possible. J'ai beaucoup d'amitié pour le Royaume-Uni et je sais ce que les Britanniques ont été capables de faire dans des moments tragiques de l'Histoire de la France et de l'Europe. Nous sommes liés aussi par la proximité géographique et par tant de liens économiques, culturels et par la population. Mais en même temps, ce n'est pas servir l'intérêt de l'Europe, ni même l'intérêt du Royaume-Uni que de rester dans l'ambiguïté.
Le Royaume-Uni a décidé de faire un Brexit, je crois même un Brexit dur : il faut aller jusqu'au bout de la volonté des Britanniques de sortir de l'Union européenne. Nous devons avoir cette fermeté. Si nous ne l'avons pas, nous mettrons en cause les principes mêmes de l'Union européenne. C'est-à-dire qu'il viendra à l'esprit d'autres pays où d'autres partis de vouloir sortir de l'Union européenne pour en avoir les avantages supposés et aucun inconvénient et aucune règle. La fermeté, c'est en fait l'assurance que l'Europe pourra préserver ses principes et notamment les quatre libertés et la liberté de circulation.
Il faut qu'il y ait une menace, il faut qu'il y ait un risque, il faut qu'il y ait un prix. Sinon, nous serons dans une négociation -je sais que Michel BARNIER y travaille- qui ne pourra pas bien se terminer, et qui forcément aura des conséquences économiques et humaines. Pour toutes ces raisons, ce que la France va faire, bien sûr en lien avec nos partenaires et en laissant la Commission faire ce travail de négociation, c'est défendre une conception de l'Europe. Cette Europe, c'est une Europe qui n'est pas simplement la défense d'un marché ou de places financières £ ce n'est pas simplement de vouloir plus d'investissements ici qu'il n'y en aurait ailleurs. L'Europe, ce sont des frontières, ce sont des protections. Protection d'un modèle, d'une culture, de valeurs qui méritent d'être défendues âprement, d'être promues dignement et partout. C'est pourquoi cette Europe doit être défendue parce que, comme Jacques DELORS l'avait dit, c'est notre Europe.